



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://ufpweb.org/fr/spip.php?article182>

# Un membre de l'opposition appelle à une gestion consensuelle en Mauritanie

- Articles de presse -



Date de mise en ligne : vendredi 11 mai 2007

---

Union des Forces de Progrès

---

Le gouvernement mauritanien nouvellement nommé doit être « acceptable politiquement et faire l'objet d'un consensus national », a estimé le président du parti de l'Union des forces du progrès (UFP), Mohamed Ould Mouloud.

Il ne suffit pas que le gouvernement soit composé de technocrates, a expliqué Ould Mouloud, candidat malheureux à la présidentielle de mars (4% des voix), jeudi soir dans une conférence de presse. Pour lui, les défis de l'heure et les questions pendantes exigent « une gestion nationale associant toutes les parties, qu'elles soient de la majorité ou de l'opposition ».

Les plus urgentes de ces questions sont « l'unité nationale, les déportés, les rapports entre l'armée et le pouvoir démocratique ainsi que les relations extérieures », a précisé le leader de l'UFP.

Mohamed Ould Mouloud dont le parti compte 9 députés à l'Assemblée nationale a aussi appelé à la mise en place de cadres de concertation offrant un minimum de consensus entre les formations politiques représentées au sein du Parlement.

Le parti de Ould Mouloud a également distribué un communiqué dans lequel il dénonce « la détermination de certains membres de l'ancien Conseil militaire à conserver leur influence dans la gestion des affaires publiques ».

Nous sommes inquiets vis-à-vis de certaines rumeurs propagées ces derniers jours et faisant état de la création éventuelle d'instances sécuritaires non conformes aux lois de la république, a ajouté le communiqué.

L'UFP évoque trois scénarios possibles : la désignation d'un gouvernement d'unité nationale, la conduite d'un coup d'Etat en cas de crise constitutionnelle grave et le maintien de l'actuel gouvernement.

Cette dernière éventualité comporte le danger du retour en force du regroupement Al-Mithaq composé de la majorité sous l'ancien président Maaouya Ould Taya, analyse le communiqué.

Le parti de Mohamed Ould Mouloud a par ailleurs tiré la sonnette d'alarme concernant « l'infiltration des mafia internationales et des réseaux du crime économique en Mauritanie », en référence à la saisie récente de 600 kilos de cocaïne dans la ville portuaire de Nouadhibou.

Agence de Presse Africaine